

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 16 (1907)
Heft: 43

Nachruf: Todes-Anzeige
Autor: Morlock, F.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

N^o 43.

Abonnement

Für die Schweiz

1 Monat Fr. 1.25
2 Monate „ 2.50
3 Monate „ 3.50
6 Monate „ 6.—
12 Monate „ 10.—

Für das Ausland:

(inkl. Portoschlag)
1 Monat Fr. 1.60
2 Monate „ 3.20
3 Monate „ 4.50
6 Monate „ 8.50
12 Monate „ 15.—

Vereins-Mitglieder
erhalten das Blatt
gratis.

Inserate:

8 Cts. per 1spaltige
Millimeterzeile oder
deren Raum. — Bei
Wiederholungen ent-
sprechend Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen 4 Cts.
netto per Millimeter-
zeile oder deren
Raum.



Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.

16. Jahrgang | 16^{te} Année

Erscheint Samstags.
Paraît le Samedi.

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers.

Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. * TÉLÉPHONE 2406. * Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle.

Inseraten-Aufnahme nur durch die Expedition dieses Blattes und die „Union-Reklame“ in Luzern — Les annonces ne sont acceptées que par l'admin. de ce journal et l'„Union-Réclame“ à Lucerne

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; Th. Geiser; G. A. Berlinger. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

N^o 43.

Abonnements

Pour la Suisse:

1 mois . Fr. 1.25
2 mois . „ 2.50
3 mois . „ 3.50
6 mois . „ 6.—
12 mois . „ 10.—

Pour l'Etranger:

(inclus frais de port)
1 mois . Fr. 1.60
2 mois . „ 3.20
3 mois . „ 4.50
6 mois . „ 8.50
12 mois . „ 15.—

Les Sociétaires
reçoivent l'organe
gratuitement.

Annonces:

8 Cts. par millimètre-
ligne ou son espace.
Rabais en cas de ré-
pétition de la même
annonce.
Les Sociétaires
payent 4 Cts. net
p. millimètre-ligne
ou son espace.



Todes-Anzeige.

Den verehrlichen Vereinsmitgliedern
machen wir hiemit die Trauer-Anzeige,
dass unser Mitglied

Herr Karl Gottlieb Köhler,
Besitzer des Kurhaus Villa Köhler in Weggis,
nach kurzer Krankheit, im 67. Lebens-
jahre gestorben ist.

Indem wir Ihnen hievon Kenntnis
geben, bitten wir, dem Heimgegangenen
ein liebevolles Andenken zu bewahren.

Namens des Vorstandes:

Der Präsident:

F. Morlock.

Anteilscheine

der Fachschule
in Lausanne.

Von den diesjährig ge-
zogenen Anteilscheinen
sind nachstehende Num-
mern noch nicht einge-
löst worden und es wer-
den die Inhaber hiermit
dringend gebeten, die
Scheine quittiert an die
Kantonalbank in Lau-
sanne einzulösen oder
aber sie dem Tschumi-
Fonds abzutreten.

Für die Fachschulkommission.

Der Präsident: J. Tschumi.

Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.
40	272	468	547	700	817	972	1122
56	286	473	571	716	818	976	1123
121	293	475	593	718	854	1003	1132
153	298	480	600	726	855	1014	1133
155	302	483	601	740	859	1023	1149
166	340	492	611	741	868	1026	1171
184	347	493	612	752	879	1041	1194
225	369	496	637	766	928	1049	
244	378	514	650	767	929	1100	
260	407	517	651	772	930	1101	
270	423	518	670	789	954	1102	
271	467	527	696	790	956	1110	

Délégations

de l'Ecole hôtelière
à Lausanne.

Les délégations dont
les numéros suivent ci-
après, sorties au tirage
de cette année, n'ont pas
encore été présentées au
remboursement. Les por-
teurs de ces délégations
sont instamment priés
d'envoyer les délégations
acquittées à la Banque
cantonale à Lausanne ou
d'en faire don au Fonds
Tschumi.

Pour la Commission de l'Ecole hôtelière.

Le président: J. Tschumi.

Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.	Nos.
40	272	468	547	700	817	972	1122
56	286	473	571	716	818	976	1123
121	293	475	593	718	854	1003	1132
153	298	480	600	726	855	1014	1133
155	302	483	601	740	859	1023	1149
166	340	492	611	741	868	1026	1171
184	347	493	612	752	879	1041	1194
225	369	496	637	766	928	1049	
244	378	514	650	767	929	1100	
260	407	517	651	772	930	1101	
270	423	518	670	789	954	1102	
271	467	527	696	790	956	1110	

Procès-verbal

de la

Séance du Comité

du 12 octobre 1907, à 11 heures du matin
au Grand Hôtel, à Baden.

Sont présents:

Monsieur F. Morlock, président,
J. Boller, vice-président,
E. Moecklin, suppléant,
W. Hafen,
O. Amsler, secrétaire.
Excusé: Monsieur C. Kracht.

1^o Le procès-verbal de la dernière séance
est adopté.

2^o Proposition du Syndicat des hôteliers
à Genève. Cette proposition, qui a été renvoyée
au Comité par le Conseil de surveillance pour
être mise à l'étude en vue de la prochaine
Assemblée générale, peut se résumer comme suit:

a) Ne seront admis comme membres de la
Société suisse des hôteliers que les hôteliers
membres d'un syndicat local, dès qu'il
en existe un tel dans la localité habitée
par le candidat.

b) Les membres démissionnaires ou exclus
d'un syndicat local sont par ce fait exclus
de droit de la Société suisse des hôteliers.

Vu son importance et sa portée, cette pro-
position est longuement discutée. Elle est
adoptée en principe et le Comité charge le se-
crétaire de rédiger la proposition conforme aux
délibérations, afin de pouvoir en discuter encore
une fois dans la prochaine séance.

3^o Pétition de M. H. Neithardt, Zurich.
Cette pétition renferme en partie la même pro-
position que celle faite par le Syndicat de Genève,
mais le pétitionnaire va encore plus loin, ce qui
entraînerait un changement complet de l'orga-
nisation actuelle de notre Société en introdui-
sant le système des sections.

La question est discutée à tous les points
de vue. Il est décidé de faire rédiger une pro-
position du Comité conforme aux délibérations
pour le Conseil de surveillance et l'Assemblée
générale et de discuter la question encore une
fois, sous cette forme, dans la prochaine séance.

4^o Assurance contre les dommages causés
par l'eau. De toutes les offres faites au
Comité, celle de la „Compagnie générale des Eaux,
à Lyon“, (représentant général, A. Eberhardt
à Zurich) est considérée comme la plus avanta-
geuse. Le Comité charge le secrétaire d'élaborer
un contrat avec la maison en question et de
lui soumettre cet avant-projet à la prochaine
séance.

Une Compagnie d'assurances sur la vie
ayant offert à notre Société de passer un con-
trat avec elle; cette offre est repoussée en
principe.

5^o Règlement du Bureau central. Il existe
un règlement sur l'organisation de ce Bureau
et un sur les fonctions de son chef, datant
tous les deux de l'époque de la fondation du
Bureau central. Ces règlements n'étant plus en
harmonie avec le développement actuel du
Bureau, le secrétaire présente deux nouveaux
avant-projets qui ont été discutés et le seront
encore une fois, en seconde lecture, à la pro-
chaine séance.

6^o Rapport sur le contrat passé avec
l'Union-Reclame à Lucerne. Le secrétaire
rapporte que cette affaire présente jusqu'ici
des résultats satisfaisants. Les voyageurs de
l'Union ont été bien accueillis par nos membres
qui se montrent favorables à l'idée de la cen-
tralisation de la propagande. Le nombre de
ceux qui ont donné leur adhésion, dépasse toute
attente. Mais ce ne sera qu'au printemps,
époque la plus favorable à la propagande, que
la plupart se décideront. Malgré les efforts des
maisons concurrentes qui cherchent à entraver
le travail de l'Union-Reclame en baissant leurs
prix, l'idée de la centralisation de la propagande
fait son chemin.

7^o Réclamations au sujet de la contri-
bution à verser à la caisse de propagande.
Trois tenanciers de buffets de gare ont adressé
des réclamations au Comité. Deux réclamations
sont admises et les établissements en question
sont rangés de la 2^{me} dans la 3^{me} catégorie pour
la contribution. La 3^{me} réclamation est reconnue
non-fondée. A cette occasion, le secrétaire

rapporte que malgré la peine qu'a prise le
Bureau central pour faciliter le paiement sans
fraîs des contributions par des bulletins de verse-
ment, environ 200 membres, représentant plus
de Fr. 20,000 de contributions, n'ont pas utilisé
ces bulletins, malgré que le premier terme du
20 août ait été prolongé jusqu'au 15 septembre,
puis au 30 septembre. Le Bureau envoya alors
des remboursements; ces derniers ont été re-
fusés par un certain nombre de sociétaires qui
ont envoyé le montant ensuite par mandat de
poste. Ces remboursements ont coûté jusqu'à
3 ou 4 francs à la Société qui a été obligée de
les passer à pertes. Le Comité trouve ce pro-
cédé peu correct et espère qu'à l'avenir, les
sociétaires feront usage des bulletins de verse-
ment et épargneront ainsi des frais inutiles à
la Société.

8^o Loi fédérale sur les denrées alimen-
taires. Il est pris note du procès-verbal que le
Comité a envoyé une protestation énergique à
Berne, contre la décision de la commission,
d'après laquelle tous les objets contenant du
miel artificiel auraient à porter dorénavant dans
les hôtels, d'une manière ineffaçable, „Miel
artificiel“.

9^o Société suisse du commerce et de l'in-
dustrie. Cette société adresse une circulaire à
ses sections, les priant de lui aider à couvrir
un déficit de fr. 10,000 qui existe depuis long-
temps, par une contribution extraordinaire. Le
Comité accorde fr. 500 à cet effet.

10^o Communication. Par lettres du 14 juin
et du 17 août, la Direction générale des C.F.F.
nous fait savoir qu'il a été fait droit à notre
demande, au sujet du nombre des membres de
notre Société dans la Commission de propa-
gande des C.F.F. Il a été porté de deux à
trois; Messieurs J. Tschumi et O. Hauser ont
été agréés comme tels, et Monsieur A. Emery
a été nommé pour un nouvel exercice. Le 8 oc-
tobre, la Direction générale des C.F.F. nous a
fait savoir que le Bureau de renseignements à
New-York, que les C.F.F. fondent de concert
avec nous, sera ouvert le 1^{er} janvier prochain
et sera situé à la Fifth Avenue No. 241.

Clôture de la séance à 5 1/2 heures.

Le président: F. Morlock.

Le secrétaire: O. Amsler.

Das Vereinsschiedsgericht.

Das schiedsgerichtliche Verfahren hat eine
stets wachsende Bedeutung im wirtschaftlichen
Leben erlangt, da die Erledigung von bürger-
lichen Rechtsstreitigkeiten ausserhalb des ord-
entlichen Gerichtsweges bedeutende Vorteile mit
sich führt, die einerseits in dem kürzeren und
billigeren Verfahren, andererseits in dem sach-
verständigen Urteil des Schiedsgerichtes liegen.
Der Vorstand des Internationalen Hotelbesitzer-
Vereins, von diesem Standpunkt ausgehend, hat
deshalb den Mitgliedern an der Generalversam-
lung in Lübeck die Errichtung eines Schieds-
gerichtes vorgeschlagen und lebhaften Anklang
damit gefunden. Der Vorschlag wurde einstimmig
angenommen und die von der Leitung aus-
gearbeiteten Statuten gutgeheissen.

Im Interesse unserer Mitglieder publizieren wir
nachstehend die Statuten dieses Schiedsgerichts-
ordnung. Sie sind in der „Wocheinschrift“ er-
schienen und lauten:

§ 1.

Das Schiedsgericht des Internationalen Hotel-
besitzer-Vereins kann bei bürgerlichen Rechts-
streitigkeiten zwischen zwei Mitgliedern des

Vereins, einem Mitgliede und einem Aussem-
stehenden und zwischen zwei Aussemstehenden
ohne Rücksicht auf die Staatsangehörigkeit an-
gerufen werden, wenn die streitigen Angelegen-
heiten mit der Hotelindustrie oder einem ver-
wandten Gewerbe in Beziehung stehen.

Ausgeschlossen sind Rechtsstreitigkeiten, für
die ausschliessliche Gerichte bestellt sind.

§ 2.

Das Schiedsgericht ist ein ständiges.
Es setzt sich zusammen aus einem Vor-
sitzenden, zwei Beisitzern als Schiedsrichter
und einem rechtskundigen Schriftführer.

Für den Vorsitzenden und die beiden Beisitzer
werden ständige Stellvertreter bestimmt.

Alle diese Personen werden jährlich von der
ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Der Schriftführer führt die Geschäfte des
Schiedsgerichtes und hat den Sitzungen mit be-
ratender Stimme beizuwohnen. Ist der Schrift-
führer verhindert, an einer Sitzung des Schieds-
gerichtes teilzunehmen, so hat der Vorsitzende
des Schiedsgerichtes einen rechtskundigen Stell-
vertreter zu ernennen.

§ 3.

Das Schiedsgericht tritt nur auf Antrag beider
streitenden Parteien in Tätigkeit.

Der Antrag der Parteien ist entweder ge-
meinsam oder getrennt durch eingeschriebenen
Brief an den Internationalen Hotelbesitzer-Verein,
Abteilung für Schiedsgerichte, zu senden.

§ 4.

Die Klage ist bei dem Schiedsgericht in
zwei Ausfertigungen schriftlich einzureichen.
Die Klage kann jedoch auch zu Protokoll
des Schriftführers erklärt werden.

In der Klage ist ein bestimmter Antrag zu
stellen und sind die Person des Beklagten,
der Gegenstand des Anspruches, sowie die den
Antrag begründenden Tatsachen genau zu be-
zeichnen.

§ 5.

Die Klage ist dem Beklagten mit der Auf-
forderung zuzufertigen, seine Klageantwortung
innerhalb einer bestimmten, von einer bis zu
vier Wochen zu bemessenden Frist schriftlich
in zwei Ausfertigungen einzureichen.

Die Klageantwortung kann jedoch auch zu
Protokoll des Schriftführers erklärt werden.

Die Klageantwortung des Beklagten wird
dem Kläger mit der Aufforderung mitgeteilt,
seine Gegenerklärung binnen einer bestimmten
Frist in zwei Ausfertigungen einzureichen.

Die Schriftsätze der Parteien werden auf
diese Weise dem Gegner solange zugestellt,
bis der Sachverhalt genügend aufgeklärt er-
scheint.

Die Fristen können verlängert werden, jedoch
der Regel nach nicht über zwei Wochen.

Wird eine der Fristen versäumt, so gilt die
Erklärung als verweigert.

Jede der Parteien kann jederzeit ihre Aus-
führungen ergänzen, erweitern und abändern.

§ 6.

Dem Gerichte sind die als Beweismittel be-
zogenen Urkunden im Original einzureichen und
eine Abschrift beizufügen.

§ 7.

Hält das Gericht eine mündliche Verhandlung
auf Grund der eingereichten Schriftsätze nicht
für nötig, so kann es auf Grund des schriftlichen
Vorbringens der Parteien seine Entscheidung
fällen. Beantragt jedoch eine der Parteien die
Anberaumung einer mündlichen Verhandlung oder
hält das Gericht eine solche zur Klärung des
Sachverhaltes für nötig oder nützlich, so hat
das Gericht die mündliche Verhandlung an-
zueräumen.